Chroniques bibliographiques

Conflits

Édition électroniqueURL : <http://journals.openedition.org/conflits/669>

DOI : 10.4000/conflits.669

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 22 octobre 1992

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Conflits, « Chroniques bibliographiques », *Cultures & Conflits* [En ligne], 07 | automne 1992, mis en ligne le 07 janvier 2003, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/669> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.669>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Chroniques bibliographiques

Conflits

Zaki Laïdi (sous la direction de), *L'ordre mondial relâché, sens et puissance après la guerre froide*, Presses de la Fondation des sciences politiques-Berg publishers, 1992, 263 p.

Jean Luc Domenach, *Chine : L'archipel oublié*, Paris, Fayard 1992.

Charles Tilly, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, Paris, Aubier (Histoires), 1992 *L'ordre mondial relâché, sens et puissance après la guerre froide*

Zaki Laïdi, spécialiste des relations internationales et tout particulièrement des interactions entre économie et géopolitique, nous livre ici un ouvrage dans lequel, il cherche à débusquer concepts périmés et problématiques obsolètes depuis la fin de la guerre Froide. De fait, ces concepts le sont sans doute, et devaient déjà l'être, puisque aussi bien on ne saurait rétrospectivement créditer les théoriciens de la guerre Froide d'un don aigu de prophétie, vu la fin (provisoire ?) de leur histoire.

La grande idée de l'auteur, qu'il a su communiquer à l'équipe de chercheurs mobilisés autour de son projet serait que "sens" et "puissance" seraient désormais découplés ; et de préciser, ce qu'il entend par "sens", soit, si l'on comprend bien, une idéologie à vocation universelle, justificatrice du comportement politique interne et d'un interventionnisme mondial tous azimuts.

Ainsi les impérialismes, contemporains de la conquête évangélisatrice de l'Amérique du Sud, seraient désormais inconcevables : le Japon, l'Allemagne et d'autres aspirent certes à la puissance mercantile et bancaire mais non à la domination idéologique, diplomatique et militaire du monde. Soit ! mais que dire alors des Etats-Unis qui, en dépit d'une réputation de déclin, cumulent potentiel stratégique, capacité économique et monopole du "sens", soit de l'idéologie légitime ?

Dans sa chasse aux concepts passéistes, que condamne une réflexion "post-moderne" dont il se fait le pionnier, Zaki Laïdi tord de même le cou à des notions aussi peu opératoires, selon lui, que celles de "polarité", qu'elle soit "uni-" ou "multi-", maintenant qu'elle n'est plus "bi-". C'est qu'en réalité, c'est moins au niveau des acteurs du système international que se situe le niveau pertinent de l'analyse, affirme-

t-il, qu'à celui des inter-réactions de leurs entreprises, Tant pis, ou tant mieux, pour les intelligences déliées, si le raisonnement "post-moderne", plus agile en cela que le "moderne", doit s'appliquer aujourd'hui à l'élucidation du "transitoire" et de l'"ambivalent" et surtout, aurait-il pu ajouter, de l'"indéterminé". Encore une fois, on peut regretter que les analystes d'hier n'aient su discerner ceux-ci sous l'apparente stagnation des choses, d'avoir ainsi manqué d'esprit simplement "scientifique" et de s'être finalement laissés dépasser par l'événement. On comprendra mieux dès lors que leurs successeurs, parfois les mêmes, tirent parti de la leçon.

La prise en compte de cet aléatoire enfin rétabli au centre de la problématique des relations internationales est partagée par tous les coauteurs de l'ouvrage et donne ainsi à ce dernier une unité assez exceptionnelle pour être soulignée.

Les contributions relatives aux "Grands" économiques qui furent en leur temps des "Grands" tout court, soit l'Allemagne et le Japon, sont à cet égard exemplaires. On y voit la première écartelée entre des tensions nationalitaires et euro-communautaires, pacifistes et (modérément) militaires, mercantiles et (vaguement) morales. Anne-Marie Le Gloannec en va même jusqu'à douter que, si dynamiques qu'ils soient en matière de relations économiques internationales, les Allemands parviennent à se penser politiquement et qu'en tout cas le débat est loin d'être clos entre tenants d'une nation culturelle sans État et ceux d'une singularité dont l'expression la plus vertigineuse serait de n'en revendiquer aucune. L'Empire du Levant n'est évidemment pas traité de manière plus univoque. "Ni démocratique, ni libéral au sens des critères occidentaux", son déficit de légitimation, selon Jean-Marie Bouissou l'expose à toutes les réappropriations idéologiques possibles (la quête du "sens") et à leurs périls. Pour Jean-Louis Margolin cette complexité interne est d'autant plus existentielle que s'y reflète, s'y complaît et trouve ses modèles une région aux institutions certes hétérogènes, mais dont un pragmatisme littéralement anomique laisse émerger ici ou là des îlots de dynamisme économique impressionnants.

On pourrait augurer de ces premiers constats que la désidéologisation plus que l'idéologie libérale conditionne le développement sinon la prospérité. S'il en était ainsi la Chine, dont Jean-Luc Domenach nous dit qu'elle est entrée dans une zone idéologique de "basses pressions indécises et confuses" serait plutôt sur une bonne voie. Les candidats au sauvetage de l'Afrique feraient par contre fausse route qui, outre les réformes structurelles exigées par le FMI conditionneraient leur assistance à la démocratisation des institutions. François Constantin n'est pas loin de le penser qui observe que la "démocratie de marché" est un concept dépourvu de logique interne et qu'appliqué au continent noir, il comporte pour ce dernier un risque non négligeable de marginalisation à la faveur de laquelle, comme on le voit aujourd'hui, toutes les violences sont possibles.

Il est logique après tout que celles-ci fassent partie de l'"ordre relâché". Du moins, dans la "zone violente" qui englobe le Moyen-Orient traité par Elizabeth Picard, les États, si peu légitimes qu'ils soient, sont-ils encore assez efficaces, y compris dans le périmètre rétréci laissé à Saddam Hussein, pour y contenir les désordres civils. C'est que le "temps mondial", celui de la "démocratie de marché", que rythment les oukases du Conseil de sécurité, y coexiste, selon l'heureuse terminologie de l'auteur, avec le "contretemps régional". Voilà pourquoi sans doute, selon un aphorisme "réussi" les États-Unis, au Moyen-Orient, "dominant" mais ne "contrôlent" pas. Là, l'"autonomie" l'emporterait en quelque sorte sur la "dépendance", constat que répugnent à faire

Helen Milner et Georges Couffignal en ce qui concerne l'éventualité de "blocs commerciaux" à l'échelle mondiale pour la première, ou la seule Amérique latine pour le second. Telle est la caractéristique de la prétendue "post-modernité", dont on serait bien en peine de définir le contenu : l'a-polarité des relations internationales et leur polarité, la puissance ou l'impuissance, le "sens" ou le non-"sens", l'écoulement du temps ou son immobilité.

Ainsi les auteurs semblent-ils d'accord pour mettre sur le compte de l'ambivalence et de l'instabilité "post-modernes" ce qui n'est peut-être après tout que la redécouverte post-soviétique d'une dialectique historique, à laquelle ne manquerait, heureusement, que ses perspectives téléologiques. Ils ne souscrivent pas pour autant à une "mort de l'histoire", cette baliverne qui suppose que les sociétés ne vont plus nulle part, au prétexte qu'elles sont ballottées dans un brouillard pour le moment indéchiffré.

Il n'en reste pas moins qu'avec son parti pris de relecture d'un savoir histoire naguère appauvri de certitudes, un tel ouvrage, du fait même qu'il dérange, est salutaire. On ne saurait dire par contre qu'il est pédagogique car plutôt que simplifier ce qui apparaît compliqué et de compliquer ce qui paraîtrait trop simple, il s'acharne à "complexifier" le complexe, sans pour autant proposer d'explications claires.

Aussi bien n'était-ce pas le propos et le public de chercheurs auquel l'ouvrage est d'abord destiné ne s'y est pas trompé lorsqu'il s'est plu à y reconnaître un important moment de la réflexion sur le désordre du monde. A l'heure où la béance économique et l'irruption des modèles de consommation transnationaux tendent à saper les bases des cultures nationales, où la faillite des États et l'abstention sélective des gendarmes internationaux libèrent le chaos, où enfin les théories prétendument universelles sont plus que jamais l'alibi d'intérêts d'autant plus exigeants qu'ils se savent précaires, il est urgent en effet de mettre un frein au relâchement de l'ordre. Nul doute que le déchiffrement de l'actualité proposé par Zaki Laïdi et son équipe n'y puisse contribuer, ne serait-ce qu'en s'efforçant, selon la consigne de l'auteur, à une "combinaison optimale entre l'universel et le particulier".

Louis-Jean Duclos Chine : L'archipel oublié

Chine : l'archipel oublié est un livre important, tant sur le plan scientifique que sur le plan moral. D'une part, en présentant aux lecteurs francophones, après plus de dix ans de recherches méticuleuses, une analyse d'ensemble du goulag chinois, Jean-Luc Domenach comble une lacune immense. D'autre part, cet ouvrage contribue à tirer de l'oubli des millions de victimes de la machine terriblement injuste, cruelle, humiliante, répressive, bref inhumaine que fut et reste encore dans une large mesure l'archipel pénitentiaire chinois.

La question morale est essentielle car, au moment où la mémoire collective des crimes contre l'humanité commis au cours de la Seconde Guerre mondiale tant à l'est qu'à l'ouest commence à faire défaut, il est plus que temps de rappeler que la Chine populaire a mis sur pied le plus vaste système concentrationnaire de l'histoire. En effet, en données absolues, la population carcérale chinoise a constamment dépassé les dix millions entre la fondation du régime en 1949 et la mort de Mao Zedong en 1976 (contre 8 millions aux pires heures du stalinisme en Union soviétique), et resterait aujourd'hui avoisinante de 5 millions. Nonobstant l'importance numérique de sa population, la Chine communiste possède donc encore proportionnellement au moins cinq fois plus de prisonniers que la France (1 pour mille).

Mais les chiffres n'expriment pas véritablement l'horreur de la laogai (camps de réforme par le travail) chinoise (quatre Américains sur mille sont derrière les barreaux). Première thèse de l'auteur à laquelle nous souscrivons totalement, seul le projet à la fois utopique et démentiel des communistes chinois peut expliquer une telle montagne de crimes et de souffrances. Celui-ci s'articule autour d'un objectif essentiel et spécifique : la "réforme de la pensée" (sixiang gaizao). Contrairement à Staline qui éliminait ou excluait définitivement dans l'archipel des catégories entières de la population soviétique, Mao avait l'ambition peut-être plus terrible encore de faire des prisonniers des "hommes nouveaux". Les interrogatoires sans fin, les aveux rocambolesques, les séances d'études, toutes ces pressions psychologiques n'avaient d'autre but que de "laver le cerveau" (xinao) de ces résistants et de les transformer en êtres soumis et serviles. C'est pour cette raison que l'archipel chinois n'a jamais atteint en données relatives la dimension géographique ni l'importance économique du goulag soviétique (chiffres maxima : 1,75% de la population chinoise en 1952 contre 4,4% de la population soviétique en 1953) : "si le communisme chinois enferme moins que le soviétique, ce n'est pas parce qu'il est moins "dur" mais parce qu'il combine la répression à une mobilisation qui remplit aussi des fonctions punitives. Dans la mesure où elle quadrille rigoureusement l'espace, celle-ci épargne de nombreux internements. Le maillage (de ce quadrillage) paraît avoir été beaucoup plus efficace en Chine, comme le montre la toute-puissance des "unités", les fameuses "danwei" (p. 517). Dans le cadre d'un tel système, le suicide constitue une véritable délivrance que seuls quelques rares "privilegiés" parviennent à commettre.

La seconde thèse de Jean-Luc Domenach est plus originale et bouleverse nombre d'idées reçues sur l'histoire de la Chine populaire. Ce n'est pas lors de la phase la plus utopique et la plus extrémiste du maoïsme, celle du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle, que l'archipel chinois atteignit son apogée ; au contraire, celui-ci entraînait dans une "période de turbulences" qui "affaiblit le système d'enfermement chinois" et favorisa son érosion progressive (p. 225). Nous étions, il faut le dire, moins disposés à accepter cette interprétation de l'histoire du goulag chinois. Mais là encore, l'auteur parvient à convaincre le lecteur. En effet, c'est lors de l'instauration de leur régime que les communistes chinois ont le plus enfermé, que leur projet, déjà expérimenté dans les années trente et quarante dans les zones de guérilla qu'ils contrôlaient - ce point est justement souligné par Jean-Luc Domenach -, est mis en oeuvre dans un total esprit de certitude idéologique. On pense évidemment à la mise sous tutelle du Viêt-nam du Sud par Hanoï après 1975. Le Grand Bond en avant commence à désorganiser le système : la famine provoquée par cette politique aventuriste entraîne la mort d'environ un tiers des prisonniers chinois ; la Révolution culturelle favorise les révoltes et les évasions puis, en envoyant les anciens gardes rouges dans les camps rejoindre ceux que ces derniers avaient martyrisés, accélère paradoxalement l'érosion de l'archipel. Celle-ci se manifeste juste après la chute de Lin Biao en 1971 et la réhabilitation progressive d'une partie des victimes de la Révolution culturelle. Cette lente érosion, au cours des années que Jean-Luc Domenach qualifie de "grises" (1971-1976), est favorisée par les affrontements politiques de cette période. Elle conduit aux nombreuses libérations qui marqueront le début de l'ère de Deng Xiaoping. Depuis 1979, l'on assiste à une véritable "décomposition" (p. 299) du goulag chinois : la réforme de la pensée s'est "affaïssée", l'utilité politique et économique du goulag est moins évidente aux yeux des dirigeants du PC eux-mêmes et le régime n'a plus vraiment l'ambition ni la capacité de transformer l'homme. Aujourd'hui, 99% des prisonniers sont des droits-communs. Si

ces deux thèses centrales paraissent difficilement contestables, un certain nombre d'autres analyses appellent plusieurs remarques, tout d'abord en raison de la difficulté d'accès aux sources. Jean-Luc Domenach a accompli un véritable travail d'entomologiste en parvenant à rassembler une impressionnante documentation sur l'archipel chinois, probablement la plus complète dans l'état actuel de nos connaissances. Les ouvrages en langue anglaise tel celui de Harry Wu, *Lao Gai, the Chinese Gulag* (Boulder, Co, Westview Press, 1992, 247 p.) n'apportent guère d'éléments supplémentaires. Le privilège dont jouit le lecteur francophone ne doit pas être négligé ! Cependant, on a souvent le sentiment que l'auteur ne peut qu'avoir recours à des méthodes impressionnistes d'analyse, en raison justement de l'opacité volontaire et persistante du goulag chinois. Quatre, cinq ou même six exemples ne peuvent remplacer une information d'ensemble indisponible. En outre, parfois les sources communistes officielles sont utilisées comme base à la construction d'hypothèses importantes, et en d'autres circonstances, elles sont rejetées comme peu crédibles. Il est vrai que depuis 1979 l'on dispose d'informations en provenance de Chine populaire beaucoup plus riches, mais celles-ci sont encore très souvent fantaisistes ou participent tout simplement de l'entreprise constante de désinformation dont sont chargés les services de propagande du PC. Le Livre blanc sur les droits de l'homme (novembre 1991) en est l'exemple le plus récent. Quand peut-on croire la propagande ?

On se trouve en réalité face à deux catégories d'informations des certitudes et des quasi-certitudes d'un côté, et des témoignages relativement isolés ou des approximations (en particulier pour tout ce qui concerne les données chiffrées) de l'autre. Le reproche que l'on pourrait faire à l'auteur est de ne pas avoir toujours distingué nettement - mais peut-être était-ce impossible - ces deux types de sources, en particulier à partir des années soixante. D'ailleurs, l'organisation du livre semble découler de cette relative inégalité de l'information entre les différentes périodes. Les années cinquante - "la formation de l'archipel" - constituent sans aucun doute la partie la plus riche de l'ouvrage (près de deux cent pages). Les témoignages de Chinois et d'étrangers rescapés du goulag sont multiples. Parmi ceux-ci, le plus célèbre est évidemment celui de Jean Pasqualini. Mais le récit du RP de Leffe est également bouleversant et instructif. A partir du Grand Bond, les sources paraissent plus rares ce qu'explique en partie la plus grande fermeture du régime (moins de cent pages pour l'ensemble des années 1958-1971). Mais ne pouvait-on pas réunir plus de récits d'ex-gardes rouges ou de victimes du maoïsme libérées en grand nombre après 1978. Et sur la période actuelle, et en particulier l'après-Tiananmen, il aurait été possible de rassembler plus de témoignages de dissidents ou d'anciens prisonniers politiques. Certes, le goulag "décomposé" ne semble plus vraiment faire partie du sujet de Jean-Luc Domenach. Mais cette question des sources recouvre une autre question qui touche plus au fond.

D'un côté, la coupure de 1978 et de la démaoïsation n'est pas assez marquée. Pour l'auteur, la grande érosion de l'archipel débute en 1971 et se poursuit aujourd'hui. L'ampleur des libérations de "politiques", le changement de nature de la population carcérale et les réformes de l'organisation du système intervenues après 1978 - en dépit de leurs limites évidentes - auraient justifié la séparation en deux parties distinctes des années soixante-dix et quatre-vingt (cent petites pages au total).

D'un autre côté, on a parfois l'impression que l'archipel a quasiment disparu. Certes, il est rappelé en conclusion qu'il est nécessaire, selon les termes de Maurice Agulhon, de "reconnaître des degrés dans l'horreur". Mais, comme l'admet d'ailleurs Jean-Luc

Domenach lui-même en fin de volume, l'archipel n'a pas été "sabordé" ; "l'injustice et la violence sont toujours là, plus aléatoires, moins meurtrières, mais plus scandaleuses pour un peuple avide de liberté et conscient lui aussi de la faillite du communisme" (p. 532). Les structures sont quasiment intactes ; la volonté de réformer la pensée ou plutôt de rééduquer, bien que moins pesante et surtout efficace, reste présente ; la surveillance policière, par le truchement des danwei ou des comités de rues, complète encore un archipel dont la population n'a baissé que de moitié depuis 1979. A cet égard, les enfermements que l'auteur appelle "périphériques" paraissent aujourd'hui occuper une place non seulement plus importante qu'hier mais essentielle. Comme l'indiquent d'ailleurs les chiffres avancés par l'auteur (p. 489), les centres de détentions gérés par la Sécurité publique de manière discrétionnaire (maisons d'arrêt, centres de dépôt, camps de rééducation par le travail) regroupent tout de même entre le quart et le tiers des prisonniers chinois (1,5 million au moins). La rémanence de ces institutions a permis à la police de mieux résister aux réformes : ce sont en effet dans ces lieux d'enfermement, encore plus impénétrables que le goulag officiel, que les atteintes aux droits de l'homme sont les plus nombreuses (tortures, mauvais traitements, détention de longue durée sans jugement, mise au secret).

Enfin, sur la question de la non rentabilité économique de l'archipel, l'on pourrait faire la remarque suivante. Il est tout à fait exact de dire que "l'archipel n'est pas organisé suivant une rationalité économique. Dans sa définition originale, lalaogai est une institution conçue pour des objectifs politiques et sur un modèle militaire" (p. 414). Néanmoins, c'est aujourd'hui seulement, parce que l'économie chinoise connaît un développement sans précédent et a entamé une transition impressionnante vers l'économie de marché que cette non rentabilité devient évidente. Hier, complément productif irrationnel d'un système économique irrationnel, la main d'oeuvre de l'archipel devait apparaître, du moins aux yeux des responsables chinois, relativement utile, en particulier dans les années cinquante lors de la réalisation des grands travaux et du défrichement des terres au Xinjiang.

Ces quelques critiques étant faites, on reste face à une interrogation terrible : pourquoi a-t-il fallu attendre que l'archipel ait été en partie décomposé pour pouvoir écrire un tel livre ? Cela tient en partie aux modes ou aux aveuglements idéologiques : un tel livre aurait-il été lu (et même écrit), il n'y a ne serait-ce que vingt ans. Mais la possibilité d'une telle analyse dépend aussi de l'information disponible. Plus un système est totalitaire, plus il est fermé, moins on connaît ses crimes. C'est ainsi qu'il était, dans les années soixante-dix, beaucoup plus aisé de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dans le Chili de Pinochet que dans l'Albanie d'Envers Hoxha ou la Corée du Nord de Kim Il-sung. On en revient ainsi à la question éthique soulevée au début : ce livre fait justice à l'histoire mais il décrit une réalité dont l'horreur s'est passablement atténuée. Il n'en demeure pas moins que le goulag chinois constitue encore un des systèmes essentiels non plus du totalitarisme mobilisateur de Mao mais de la domination totalisante du PC chinois sur une société qui la supporte de moins en moins. L'ouvrage de Jean-Luc Domenach reste donc tout à fait d'actualité ; par les informations qu'il nous livre, par les interrogations qu'il suscite, tant sur le communisme, la Chine que sur l'Homme en général, l'archipel oublié est une oeuvre non seulement utile mais incontournable.

Jean-Pierre Cabestan chargé de recherche au CNRS

Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990 L'ouvrage de Charles Tilly se présente comme une thèse au sens médiéval du terme, c'est-à-dire comme une

affirmation provocante qu'il convient de justifier. D'ailleurs, quelle autre attitude prendre quand on veut embrasser en 400 pages un millénaire, un continent et même plus, puisqu'au dernier chapitre, l'auteur élargit son spectre d'observation à l'ensemble du monde ! Il s'agit donc ici d'un livre d'idées, d'une synthèse provisoire, fruit de la névrose créatrice de l'auteur, et non d'une synthèse mesurée, balancée, polie, comme on les aime en France. Aussi, donnons acte à l'auteur de ses scrupules quand il dit qu'il ne maîtrise pas totalement les sources nécessaires à ce travail - et qui d'autre ? - Accordons lui également la boussole métonymique - le droit aux simplifications ou aux emboîtements éclairants pour parler simplement - qu'il réclame. C'est bien le moins si on veut que cet aventurier de la recherche sorte de l'océan documentaire où il s'est immergé.

Le propos du livre vient d'une double interrogation : Pourquoi l'éventail des États s'élargit-il en Europe de 990 à la Renaissance pour se rétrécir ensuite comme peau de chagrin, jusqu'à ne plus comprendre de nos jours que quelques variantes de l'État national. A cette question, la littérature spécialisée propose quatre modèles d'explication générale que Charles Tilly examine tout d'abord. Le modèle d'explication étatiste place la causalité au niveau interne et décrit l'État comme issu d'un mixte de raisons économiques ou politiques ; l'éventail des attitudes allant du déterminisme économique rigide, fréquent quand l'idéologie marxiste pesait de tout son poids sur les chercheurs, à la croyance dans l'autonomie du champ politique, plus en vogue actuellement. La dimension externe, celle de la guerre, des relations internationales ou de l'économie, ne joue qu'un rôle de variable dépendante. Elle devient par contre prépondérante dans les deux autres modèles : celui de l'analyse géopolitique qui considère que la structure des États correspond à la structure des relations internationales et qu'il y a donc causalité entre ces deux éléments ; celui de l'analyse économique qui, à la suite de théoriciens néo-marxistes comme I. Wallenstein ou A. Gunder Frank, étendent la division classique du capital et du travail à l'échelle mondiale et considèrent les structures de chaque État comme des conséquences de sa position à l'intérieur de l'économie mondiale. Le dernier modèle est mixte car certains auteurs comme Mancur Olson ou Paul Kennedy - le *Rise and Fall of the Great Powers* du second s'inspirant beaucoup du *Rise and Decline of Nations* du premier essaient de mêler les approches et dosent les facteurs économiques, politiques, militaires dans l'évolution des États, la thèse générale bien connue maintenant, étant que le processus réel de l'expansion économique et politique crée des charges et des engagements qui finissent par tirer les États vers le déclin.

Malgré leur richesse factuelle, aucune de ces lectures ne réussit à rendre compte de manière satisfaisante de la diversité des États en Europe. Derrière les lectures étatistes se profile la notion de parcours privilégié - de modèle - que récuse formellement Charles Tilly : il n'y a pas de modèle français du développement de l'État en Europe et tant pis pour notre ego historique ! Cette lecture a d'ailleurs pour fonction de réduire la diversité, non de l'analyser. Les explications externalistes ramènent, elles, la construction étatique aux aléas du fonctionnement d'un espèce de haut fourneau historique qui produirait des États de plus ou moins bonne facture selon la qualité du minerai qu'on y mettrait, cette qualité dépendant des conditions locales, le contrôle de qualité, i.e. la guerre ou la compétition économique, faisant ensuite le tri.

Rompant délibérément avec ce type d'analyse trop peu génétique à son goût, Charles Tilly fait dériver la formation des États de la combinaison de deux facteurs : la concentration du capital et celle de la contrainte, espérant par le jeu de cette symétrie

simple fournir une clef pour déchiffrer une évolution très complexe. Il reprend là le grand système explicatif de Norbert Elias pour lequel "contrainte physique et moyens de production" forment la chaîne par laquelle les humains se lient les uns aux autres¹. Résumés en quelques mots, les résultats de cette hypothèse de recherche sont les suivants. En Europe, l'État suit une évolution marquée par des étapes claires : patrimonialisme, courtage, nationalisation, spécialisation qui, à chaque fois, traduisent les effets sur l'organisation de l'État, des rapports qui se sont noués en son sein entre la "force de contrainte" et le "capital". Le patrimonialisme représente la situation de départ où public et privé, interne et externe sont encore mal séparés. Le pouvoir y émerge par la capacité qu'ont eu certains d'accumuler des forces de contrainte plus rapidement que leurs concurrents potentiels, et de s'imposer ainsi par la force. Deuxième étape, celle du courtage, dans laquelle l'alliance entre l'État et les capitalistes permet de financer la fonction de défense et de la sous-traiter à des mercenaires. Si supprimer les concurrents internes, c'est-à-dire obtenir progressivement le monopole de la contrainte interne, se fait sans créer des institutions, financer un effort de guerre de plus en plus lourd amène par contre des compromis sociétaux entre le pouvoir politique et les forces sociales seules à même de fournir les ressources, et laisse des traces dans les institutions. Charles Tilly, et c'est un des aspects originaux de son livre, insiste, en analysant la phase de "courtage", sur la complexité de ces rapports, de ces "liaisons dangereuses", comme il l'écrit joliment, entre gens d'argent et potentats. Il montre bien la différence de nature entre les partenaires qui fait que, s'il n'y a pas accord, la contrainte ne peut à la hussarde se substituer au capital. Le cas de l'oligarchie commerçante de Messine qui, renâclant devant la domination espagnole qui la privait de ses débouchés sur les marchés étrangers, fit appel en 1674 à la France, en souhaitant que la ville fut déclarée zone franche, puis ayant accueilli une garnison française pendant 3 ans, favorisa le retour des Espagnols, est typique de ces compromis difficiles entre capital et contrainte, et en dit long sur la liberté de manoeuvre dont disposaient les acteurs économiques par rapport aux États dans les jeux de pouvoir.

Charles Tilly baptise "nationalisation", la troisième étape du parcours dans laquelle les besoins de l'État à extraire le plus commodément possible de la société les ressources diverses (hommes, argent, compétences) indispensables à la concentration des moyens militaires et ce, quels que soient leurs accords avec les capitalistes, secrétèrent une bureaucratie, seule capable d'accomplir cette tâche. Le pays, on dira en 1792 la nation, est prêt à une mobilisation quasi totale. Cette situation qui repose sur une modification considérable de la structure de l'État, rend possible cette guerre des peuples qui inspira des pages célèbres à Clausewitz. Mais la bureaucratie créée pour gérer la guerre, ou pour assurer sa préparation, va développer ses propres intérêts et élargir l'éventail de ses tâches ; la nationalisation entraîna la spécialisation, dernière étape de notre parcours. Nous sommes en face, à partir du XIX^{ème} siècle, d'un État dont les activités se sont étendues au social par exemple, ou à l'économique, et dans lequel le pouvoir militaire a régressé puisque sa survie dépend désormais du pouvoir civil, comme on peut le mesurer avec force dans notre monde de 1992, où partout les appareils militaires s'interrogent de manière prosaïque sur leur avenir !

Ce schéma permet à l'auteur de répondre à sa première question : pourquoi tant d'États en Europe et des États si différents ? Il existe, répond Charles Tilly, trois grands parcours dans cette évolution : le parcours à forte contrainte - la Russie - où les moyens accumulés proviennent de la pression directe de l'État sur la société. Le parcours à fort capital - Venise - dans lequel la richesse de la société, en général des villes marchandes,

lui permet de recruter et de mettre sur pied des milices ou des forces armées, voire de déléguer à des spécialistes la fonction militaire. Enfin, des parcours mixtes - l'Angleterre - qu'il appelle : contrainte capitalisée, où existe un équilibre entre les deux types d'organisation. Tout cela conduit à une profusion de cas que Charles Tilly résume par des tableaux ou des graphiques expressifs.

La réponse à la deuxième question, celle de la raréfaction du nombre d'États, est également contenue dans cette évolution. Il existe deux moteurs : d'une part un moteur technique, car il se trouve que les armées les plus efficaces furent celles qui allèrent les plus gros bataillons aux capacités technologiques imposées par l'invention de l'artillerie. Or, des différents types d'États qui proliféraient au XV^{ème}/XVI^{ème} siècle, seuls les États à parcours mixte réussirent cette performance ; aussi, après s'être diversifiées, les formes étatiques se raréfièrent comme attirées par la forme de l'État-nation qui représentait une sorte de compromis idéal. Le deuxième moteur est externe. Il repose sur les guerres qui produisirent une sélection quasi-darwinienne des États puisque ceux qui n'avaient pas la "physiologie" capable de leur procurer ces ressources furent condamnés et sur les effets des guerres. L'examen des naissances d'États à partir du XVI^{ème} siècle montre un lien direct avec les grands traités (Cateau-Cambrésis-1559, Westphalie-1648, Utrecht-1713, Vienne-1815, Versailles-1919). Les nouveaux États sont de plus en plus un effet du système international qui s'est mis en place entre des États de plus en plus homogènes.

Derrière cette évolution dont nous avons tracé le profil, il apparaît que pour Charles Tilly, malgré le titre bien balancé de l'ouvrage, le moteur de l'histoire reste la guerre, c'est elle qui initie le processus dynamique et qui joue un rôle essentiel à la fois dans la raréfaction des États, directement puisqu'elle en renvoie un certain nombre à la trappe pour cause d'inefficacité militaire, indirectement en déterminant les critères d'efficacité de la compétition, ce qui explique au bout du compte, le rapprochement de ceux qui ont subsisté. À la base de cette attitude, il y a deux réflexions de bon sens mais très fortes : la première est que la contrainte est efficace. Et franchement, l'origine des guerres est-elle à chercher ailleurs ? La seconde est que les cités et les États ne fonctionnaient pas sur le même plan. Entre la cité-État et l'État prédateur violent, la lutte n'est pas égale car si le capital peut mouler son activité sur des formes étatiques et en tirer grand profit, sa logique l'amène à mépriser le pouvoir politique pour lui-même. Quand il a toute latitude pour organiser le pouvoir, le capitaliste le tire vers un espèce d'État minimum, celui dont rêvent les économistes depuis A. Smith, bien incapables de faire le poids avec ces machines cuirassées que sont pour Charles Tilly les États bâtis sur la contrainte par les ambitieux. Une deuxième observation intéressante est le retournement progressif de la fonction guerrière que l'auteur perçoit. Autant au début, elle coïncide avec la croissance de l'État sur la guerre, autant à partir de la nationalisation, ses effets induits pèsent de plus en plus lourds, ils modèlent la structure de l'État et entraînent à terme le recul du secteur de la contrainte dans la société ; la guerre finit dans la paix, le militaire devient un fonctionnaire comme les autres et voilà notre Occident sauvé puisque la mystérieuse alchimie historique a transformé insensiblement son appétit de pouvoir en moyen de développement sociétal. Charles Tilly résume sa thèse par une équation, en Europe : militarisation = civilisation².

Finalement, dans la lignée de Norbert Elias, c'est un véritable modèle global d'explication des parcours étatiques que nous a fourni Charles Tilly en 431 pages. Saluons la performance ! On comprend que l'auteur ait eu envie de le tester dans son

dernier chapitre sur des réalités non européennes ! Examinons tout d'abord le cas des États socialistes que Charles Tilly n'aborde qu'incidemment. Pour lui, ils sont comme leurs camarades de l'Ouest des États nationaux qui ne contreviennent pas la grande tendance historique du resserrement des formes de l'État. Opposons lui son modèle : certes, il est vrai que du point de vue de la "nationalisation" des ressources, ces États ont joué le jeu complètement ! Par contre, pour la "civilisation", ils ont raté le coche de l'évolution. Le processus qui avait permis en Europe de spécialiser l'appareil étatique tout en le démilitarisant ne s'est pas produit en URSS et dans les États frères. Il faut donc renvoyer les États socialistes à une forme encore primitive d'évolution et constater le cul de sac organisationnel où ils se sont engagés.

Charles Tilly, par contre, examine longuement dans son dernier chapitre les pays du Tiers-Monde. Il constate d'abord une militarisation chez beaucoup d'États du tiers-monde, mais n'en déduit pas que ces États, comme le disent volontiers les casquettes galonnées qui détiennent le pouvoir, vont se civiliser. En effet, les conditions du modèle européen ne sont pas réunies : en Europe, c'est parce que l'armée a été obligée de faire des compromis avec les classes sociales pour amasser les ressources militaires qui lui semblaient nécessaires que le processus de "civilisation" a été enclenché. Dans le tiers monde, rien de semblable. L'armée profite de quatre facteurs qui assurent son indépendance par rapport à la société : la concurrence Est/Ouest qui lui fournit les ressources en armement gratuitement, une rente pétrolière ou économique qui rend inutile le détour fiscal, l'abondance des inactifs qui rend le recrutement des soldats facile, et enfin l'absence de concurrence militaire de la part des États civilisés, les frontières ayant été gelées sur celles de la colonisation : les militaires ne sont même pas contraints à une quelconque efficacité dans leur domaine, ils peuvent être totalement incompetents ! C'est cette absence quasi totale de contraintes qui frappe l'Occident quand il regarde les "despotes" du Sud. La militarisation des États dans le tiers-monde ne s'insère donc pas dans un processus de civilisation analogue à celui qu'a connu l'Europe. Cela augure des jours sombres pour le tiers-monde car Charles Tilly ne voit nulle part s'enclencher les mécanismes de "négociation" entre cette caste militaire et la société civile. Ce jugement pessimiste peut semble-t-il être maintenu au-delà de la fracture des années 90-91 - que l'auteur n'a pu prendre en compte dans son livre. Certes la fin de la Guerre Froide modifie les conditions d'accès aux armements et dans l'absolu supprime avec la disparition de la concurrence américano-soviétique un des moteurs des transferts d'armes, mais pour le moment elle a surtout produit des effets pervers avec la grande braderie des armements, la prolifération et l'exacerbation des ambitions régionales !

NOTES

1. Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
2. Le terme "civilisation" n'est employé par Charles Tilly pour indiquer le processus contraire à celui de militarisation.

RÉSUMÉS

Zaki Laïdi, spécialiste des relations internationales et tout particulièrement des interactions entre économie et géopolitique, nous livre ici un ouvrage dans lequel, il cherche à débusquer concepts périmés et problématiques obsolètes depuis la fin de la guerre Froide. De fait, ces concepts le sont sans doute, et devaient déjà l'être, puisque aussi bien on ne saurait rétrospectivement créditer les théoriciens de la guerre Froide d'un don aigu de prophétie, vu la fin (provisoire ?) de leur histoire.

No summary